



L'inquiétude gagne le site de Châtelet-sur-Loing, berceau industriel du fabricant de joints et autres pneus de vélo.

Centre-Val de Loire POSTES SUPPRIMÉS CHEZ HUTCHINSON

Depuis l'annonce de la suppression de quelque 3 000 postes chez Hutchinson, dont un millier en France, l'inquiétude grandit au sein des 23 usines tricolores du groupe, filiale de Total, notamment à Châtelet-sur-Loing (Loiret), berceau industriel

de ce fabricant de joints, durites, isolants et autres pneus de vélo. Hutchinson (40 000 salariés dans le monde) a réalisé un chiffre d'affaires de 4,3 milliards d'euros en 2019, en hausse de 5%, dont les deux tiers dans le secteur automobile. Mais la direction anticipe pour 2020 un recul d'au moins 20% à cause de la crise du Covid-19, et un ralentissement de l'activité jusqu'en 2023 voire 2025. Le groupe évoque un plan de départs volontaires, ce qu'il avait obtenu à Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire) en 2019, et qu'il souhaite régler d'ici à la fin juillet. Didier Godde, le coordinateur de la CGT – premier syndicat de l'entreprise –, parle « d'aberration étant donné le soutien de l'État au groupe Total, propriétaire d'Hutchinson » et rappelle que 220 millions d'euros de bénéfices viennent d'être versés à l'actionnaire. Le sénateur (PS) du Loiret Jean-Pierre Sueur est intervenu auprès du Premier ministre Édouard Philippe, le 9 juin. « Les aides à l'achat de véhicules ainsi que les exonérations fiscales doivent permettre de préserver l'emploi en France », estime-t-il, prônant la relocalisation d'activités. **§ STÉPHANE FRACHET**